

« Lutte d'influence dans le Moyen Orient aujourd'hui – Ambitions de la Turquie »

Dr Jana Jabbour

Le 27 février 2017



La diplomatie turque au Moyen-Orient : à la recherche d'une 'profondeur stratégique'

Quiconque contemple l'actuel paysage politique turc constate l'ironie de l'histoire: alors qu'il y a quelques années, à la veille des révolutions arabes, la Turquie avait acquis le statut de puissance régionale au Moyen-Orient et faisait figure de « modèle » d'un pays musulman démocratique et laïque, aujourd'hui elle semble être tombée de son piédestal et être passée du statut de « puissance » à celui de simple « acteur » en quête d'influence. Retour sur l'histoire de l'ascension, puis du relatif déclin, de la puissance turque dans la région.

Les années 2000 et le « retour » de la Turquie en Orient

Au cours de la décennie 2000, la Turquie a réussi grâce à son dynamisme économique, son activisme diplomatique et le volontarisme politique de l'élite au pouvoir à se présenter comme un acteur majeur du système international et comme une puissance émergente qui a l'ambition de rayonner à l'échelle mondiale. Cette montée en puissance de la Turquie sur la scène internationale s'accompagne de son affirmation comme une puissance régionale dans son environnement moyen-oriental.

Dans les années 2000, la Turquie s'engage au Moyen-Orient : sur le plan politique, ceci se manifeste par la pacification des relations bilatérales avec les États arabes - popularisée par le slogan « zéro problème avec les voisins » ; sur le plan économique, cet engagement se traduit par la signature d'accords de libre-échange et par l'application de nouvelles mesures favorisant une interdépendance turco-arabe.

Enfin, sur le plan social, culturel et humain, les échanges entre Arabes et Turcs se sont multipliés, comme le montrent l'essor du tourisme ou la popularité des feuilletons turcs au Moyen-Orient.

Ce « retour » de la Turquie en Orient, qui a été tantôt expliqué par l'identité « islamiste » du Parti de la Justice et du Développement (AKP), au pouvoir depuis 2002, et tantôt par la ressuscitation d'un réflexe impérial et « néo-ottoman », doit en réalité être replacé dans un contexte plus large. L'engagement prononcé de la Turquie dans la région est lié à l'affirmation de celle-ci comme puissance émergente et à la redéfinition de son rôle dans un monde post-bipolaire.

Le Moyen-Orient, « hinterland » indispensable pour une Turquie en quête de statut et de puissance

La conception d'un rôle nouveau pour la Turquie sur la scène internationale repose sur la vision d'un intellectuel devenu ministre des affaires étrangères puis Premier ministre : Ahmet Davutoğlu. Dans son opus magnum *Profondeur stratégique : la position internationale de la Turquie*, Davutoğlu réévalue les paramètres de la politique étrangère turque dans un monde post-bipolaire et propose une refonte de la diplomatie turque de façon à faire de son pays un « État central » et de lui permettre d'acquérir un statut digne de la grandeur passée. Pour cet universitaire inspiré des théories de géopolitique du XIX^{ème} siècle, la Turquie possède - grâce à sa position géographique unique sur la « ligne de rimland » et à son héritage impérial - une « profondeur stratégique », ce qui

lui permet de développer une politique d'influence dans plusieurs espaces environnants et de se présenter comme un acteur incontournable sur la scène internationale.

Or, si tous les espaces environnants sont importants dans l'analyse du « Kissinger turc », le Moyen-Orient occupe une place de choix. Considérant que le Moyen-Orient est au cœur de l'Eurasie et que « quiconque contrôle l'Eurasie contrôle le monde », Davutoğlu considère que la Turquie devrait construire une sphère d'influence au Moyen-Orient et utiliser cet espace comme « hinterland » et arrière-cour, afin d'accroître sa valeur stratégique et d'acquiescer à terme le statut d'« acteur central » et de « puissance mondiale ». En ce sens, le Moyen-Orient n'est pas conçu comme une monnaie d'échange contre Bruxelles ni même comme un espace de compensation. Il est plutôt pensé de façon instrumentale comme une zone d'influence et un tremplin, nécessaires pour l'affirmation de la Turquie comme puissance sur la scène internationale.

D'où l'insistance de Davutoğlu dans son livre sur la métaphore du tir à l'arc : « Il faut concevoir notre politique au Moyen-Orient à travers la métaphore du tir à l'arc ; plus nous tirons fort au Moyen-Orient et plus loin nous atterrirons en Europe et dans le monde ».

Par ailleurs, selon Davutoğlu, afin de réussir à construire une puissance régionale au Moyen-Orient, il est nécessaire que la Turquie se réconcilie avec son identité musulmane et son héritage impérial. C'est en étant forte de sa grandeur passée que la Turquie peut revendiquer une place plus avantageuse sur la scène internationale et régionale, digne de son histoire glorieuse.

En ce sens, l'invocation de l'islam, de l'Empire et du passé ottoman, loin d'être le reflet d'une politique panislamiste ou « néo-ottomane », est une ressource politique et une arme diplomatique au service des ambitions de la Turquie émergente. Elle est censée à la fois légitimer sa quête de statut à l'échelle internationale, et faciliter son retour en Orient et la construction de sa puissance régionale.

Les vecteurs de l'émergence turque au Moyen-Orient: de nouveaux équilibres politiques et économiques intérieurs

La construction de la puissance régionale turque au Moyen-Orient, si elle repose sur une vision et une conception nouvelles du rôle et de la place de la Turquie, a aussi été rendue possible par une série d'évolutions intérieures, tant politiques qu'économiques, qui ont contribué à ouvrir la Turquie à son environnement arabe.

D'une part, sur le plan politique, les années 2000 voient l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle élite arabo-compatible, représentée par l'AKP ; celle-ci, de par son identité islamique conservatrice, est favorable à un rapprochement avec les pays arabo-musulmans. Aussi, contrairement à la décennie 1990 marquée par une succession de gouvernements de coalition, la décennie 2000 se caractérise par le maintien au pouvoir de l'AKP. Cette stabilité politique rend possible la mise en œuvre de la nouvelle politique étrangère turque et son ancrage dans la durée.

De plus, l'émergence d'un leader charismatique comme Recep Tayyip Erdoğan a joué un rôle crucial : d'abord en tant que Premier ministre et ensuite en tant que Président, Erdoğan a su incarner l'hypervolontarisme de la puissance émergente et, avec son ministre des affaires étrangères devenu Premier ministre, Ahmet Davutoğlu, il a formé le duo du leader charismatique populiste et de l'intellectuel, insufflant à la politique étrangère turque un nouveau dynamisme.

D'autre part, sur le plan économique, la construction de la puissance régionale turque a été motivée par la recherche de nouveaux marchés pour une économie turque en pleine croissance. Dans les années 2000, la Turquie se présente comme un « État commerçant » (*trading state*) tourné vers les exportations ; les marchés vierges du Moyen-Orient lui offrent alors de grandes opportunités encore inexploitées, surtout dans un contexte de saturation des marchés européens.

Enfin, l'affaiblissement progressif de la tutelle de l'armée sur la vie politique a éliminé un obstacle institutionnel de taille au rapprochement turco-arabe et ouvert de nouveaux horizons pour la diplomatie turque. Gardienne de la République et garante de l'héritage kémaliste, l'armée a toujours veillé à maintenir une distance entre Ankara et le monde arabe. Or, le rééquilibrage des rapports civilo-militaires au profit du pouvoir civil a permis d'émanciper la politique étrangère turque et de la « déverrouiller ». Le Moyen-Orient n'est plus conçu comme une zone de danger et de menaces ; il est désormais vu comme une zone de projection de la puissance turque, et un champ de manœuvre indispensable pour l'affirmation de la Turquie à l'échelle internationale.

La Turquie à la conquête du Moyen-Orient : stratégies et instruments d'une puissance moyenne émergente

Forte de sa « profondeur stratégique » et s'appuyant sur ses évolutions intérieures rendant possible une ouverture sur le Moyen-Orient, la Turquie s'est progressivement affirmé comme un pôle d'attraction régional. Grâce au déploiement d'une politique de « zéro problème avec les voisins », à la signature d'accords de libre-échange et à la

promotion de la libre circulation des personnes à travers la levée des visas, Ankara a tenté de faire du Moyen-Orient une zone de paix et de prospérité qui graviterait autour d'elle.

Dans ce projet de « reconquête » de la région, la Syrie occupait une place centrale, Damas servant de porte d'entrée et de fenêtre de la Turquie sur le Moyen-Orient. En effet, tout au long des années 2000, les deux pays ont connu une véritable lune de miel : établissement d'un conseil de coopération stratégique, projet de mise en place d'une zone de libre-échange nommée « Şamgen » (en écho à Schengen) regroupant la Syrie, la Turquie, le Liban et la Jordanie, doublage des feuillets turcs en Syrie, entretien de relations très amicales entre les dirigeants des deux pays. Ce rapprochement turco-syrien était présenté comme la « success story » de la politique turque de bon voisinage et le baromètre de la réussite turque dans la région.

L'Irak et la question kurde ont, eux aussi, revêtu une importance particulière dans le projet de construction d'une puissance régionale au Moyen-Orient. En tentant de résoudre l'aporie de sa minorité kurde à travers le processus d'« ouverture démocratique » entamé en 2008, Ankara a voulu se libérer d'une « épine dans le dos » et assumer pleinement sa marche vers la puissance. De même, en se rapprochant des Kurdes du nord de l'Irak, elle avait pour objectif de renforcer son influence sur la scène politique irakienne : en passant par Erbil, Ankara a voulu arriver à Bagdad (où le président est kurde) et consolider sa présence dans un État-clé du Moyen-Orient, tout en confortant sa puissance économique en devenant le partenaire de choix d'un Kurdistan irakien en construction.

Par ailleurs, au long des années 2000, le Moyen-Orient a servi de champ d'expérimentation et de laboratoire politique où se teste la « nouvelle » diplomatie turque, mobilisant des stratégies, des méthodes et des moyens d'action originaux. En effet, pour s'ériger en puissance régionale dans son hinterland moyen-oriental, Ankara a employé des instruments et des outils nouveaux spécifiques d'une puissance moyenne. D'une part, le gouvernement AKP s'est livré au jeu tribunitien de critique de l'ordre international et de la défense des « opprimés ». À travers l'insistance sur la « cause » palestinienne et l'élaboration d'un discours au ton néo-tiers-mondiste, Ankara a voulu gagner le cœur et les esprits des populations arabes. D'autre part, en s'engageant sur la voie de la médiation des conflits intra régionaux (Israël/Syrie, Hamas/Fatah, communautés libanaises), la Turquie a réussi à se présenter comme une puissance « bienveillante » qui propose des solutions aux crises et réconcilie les parties opposées.

Par ailleurs, en pratiquant la diplomatie du grand écart, c'est-à-dire en entretenant des relations décomplexées avec des acteurs antagonistes (l'Iran, Israël, Hamas, Fatah), Ankara est devenue un acteur incontournable du système international. Comme l'exprimait le chef de la diplomatie turc : « Je suis le seul à pouvoir dans une même journée tenir un meeting très amical à Téhéran puis me rendre au Caire comme un Égyptien, et puis prononcer un discours à Bruxelles comme n'importe quel dirigeant européen ; il n'y a aucune contradiction dans cela.

La Turquie a le statut unique d'un pays qui peut communiquer avec différents acteurs ». Or, c'est justement par cette capacité inédite à faire du jonglage diplomatique entre l'Orient et l'Occident et à s'insérer dans un système d'alliances occidentales (OTAN, UE) tout en étant un pays musulman en voie de développement, qu'Ankara a suscité admiration et respect dans la région. Enfin, à un niveau « social » /populaire, l'exportation massive de feuillets turcs, la création de centres culturels, et l'offre de bourses d'études aux étudiants arabes ont tous contribué à diffuser le « soft power » turc dans la région.

Ainsi, en l'espace d'une décennie, et en dépit du divorce historique qui a longtemps caractérisé les relations turco-arabes, la Turquie a réussi à se faire reconnaître comme un protagoniste essentiel du jeu moyen-oriental et comme un pôle de puissance majeur dans la région : elle est devenue un partenaire économique et commercial de poids pour les États arabes, et est même venue à incarner un « modèle » dont les pays arabes peuvent s'inspirer pour réussir leur propre transition vers la modernité et le développement.

Ankara et le défi des révolutions arabes

Or, les révolutions arabes ont remis en cause le statu quo régional et menacé de balayer les réalisations d'Ankara au Moyen-Orient. Face à cette donne nouvelle, le gouvernement AKP s'est montré d'abord prudent, avant d'emboîter le pas du changement. Dans les premières révolutions (Tunisie, Égypte, Libye), la réponse turque a consisté à réagir, de façon pragmatique, aux changements induits par les révolutions.

Une fois les régimes renversés, Ankara s'est contentée d'accompagner le changement en se présentant comme le parrain des révolutionnaires et en leur proposant un soutien matériel et un transfert de savoir-faire (organisation de séminaires de formation portant sur l'élaboration d'une campagne électorale, la mise en place d'un programme politique, les moyens de gouverner).

Or, le déclenchement de la crise syrienne a posé un tout autre défi pour le gouvernement turc : celui-ci avait en effet construit d'excellentes relations avec Bachar el-Assad, qui lui permettaient de mener à bien sa politique de bon voisinage à l'égard de l'ensemble du Moyen-Orient. Au début de la crise syrienne, procédant à un calcul rationnel, la Turquie a choisi de garder le silence vis-à-vis des révolutionnaires syriens : de mars à septembre 2011, dans

une tentative de sauver le régime de leur « ami », Davutoğlu et Erdoğan ont pratiqué la « diplomatie de la navette », faisant des allers-retours réguliers entre Ankara et Damas pour convaincre Assad d'offrir des concessions aux révolutionnaires afin d'assurer la longévité de son régime.

Toutefois, à partir d'août 2011, l'intensification de la répression contre les révolutionnaires, l'entêtement de Bachar al-Assad, qui a fait la sourde oreille aux conseils d'Erdogan, et l'activisme accru du PYD, branche syrienne du PKK, ont mis fin à la politique de réalisme et de neutralité turque. Une inflexion majeure s'est alors produite : Ankara est passée d'une politique de réaction et d'adaptation au changement en Syrie, à une politique d'impulsion du changement, faisant du renversement d'Assad une priorité.

Or, l'enlèvement de la Turquie dans l'engrenage syrien a eu des effets dévastateurs pour le pays. Sur le plan régional, les prises de position de la Turquie l'ont placée dans une situation d'isolement : son « zéro problème avec les voisins » s'est progressivement mué en un « zéro voisin sans problème » (détérioration des relations avec le Hezbollah, l'Iran, la Russie, l'Irak et l'Égypte).

Sur le plan international, les difficultés à rendre totalement hermétique les 910 km de frontière turco-syrienne ont poussé certains à dénoncer la Turquie comme une « autoroute jihadiste ».

Enfin, sur le plan intérieur, la crise syrienne a eu un « effet boomerang » : d'une part, l'afflux massif de réfugiés syriens a pesé lourd sur l'économie du pays (3 millions de réfugiés avec un coût de 10 milliards de dollars); d'autre part, les velléités des Kurdes syriens ont encouragé le PKK à la reprise de la lutte armée, tuant dans l'œuf le processus de paix avec les Kurdes turcs, entamé en 2008.

Surtout, la crise syrienne a conduit à une crispation autoritaire. Se sentant encerclé aux frontières et embourbé dans une situation conflictuelle dans son voisinage, le gouvernement turc dérive vers l'autoritarisme et la concentration des pouvoirs.

Le repositionnement diplomatique turc

Réalisant les coûts de sa politique syrienne, et prenant conscience de son incapacité à renverser Assad, le gouvernement turc revoit ses ambitions à la baisse. L'*empowerment* des Kurdes syriens et leurs avancées sur le terrain poussent Ankara à réordonner ses priorités : désormais, l'expansionnisme kurde en Syrie est perçu comme un plus grand danger que le maintien au pouvoir d'Assad. Ainsi, à partir de la fin 2015, le gouvernement AKP entame des négociations en coulisse avec le régime syrien, à travers une médiation russo-iranienne ; plus encore, une collaboration militaire étroite s'établit entre Russes, Turcs et armée syrienne (visible d'ailleurs lors de la reprise d'Al Bab).

C'est dans ce contexte de révision de la politique étrangère que le coup d'état de juillet 2016 a lieu. Le lancement de l'opération Bouclier de l'Euphrate en Syrie et de l'opération à Baachiqa en Irak sont à mettre dans le contexte de la réaction du pouvoir au putsch. En lançant une opération armée à l'extérieur du pays, le gouvernement AKP tente de réaliser deux objectifs.

D'une part, il entend « occuper » l'institution militaire et détourner son attention de la politique intérieure ; et d'autre part, il tente de consolider le pouvoir en interne en montrant aux Turcs que leur pays est en danger (et qu'il faut donc serrer les rangs), et en caressant leur sentiment nationaliste en leur promettant de reprendre Mossoul, un territoire « perdu » de l'Empire ottoman.

Enfin, afin pour compenser sa perte d'influence relative au Levant, la Turquie se tourne désormais vers le Golfe : en signant un accord de coopération stratégique avec l'Arabie Saoudite et en établissant une base militaire au Qatar, Ankara tente d'utiliser le Golfe comme un champ de compensation pour sa perte d'influence au Machrek. Aussi, ce rapprochement avec les pays du Golfe est censé permettre à Ankara de coopérer avec des États avec qui elle partage la même perception de la menace et les mêmes « peurs » géostratégiques : face à Téhéran qui retourne en force sur la scène internationale et qui rivalise avec Ankara pour le leadership régional, le gouvernement turc se rallie à l'alliance sunnite dirigée par Riyad dans le but de contenir la montée en puissance du « peer competitor » iranien.

Or, il n'est pas sûr que ce « pivot » vers le Golfe escompte les résultats attendus et puisse réellement renforcer la diplomatie turque. Au contraire, la « sunnitisation » de la politique étrangère turque risque de faire perdre au pays son attrait au Moyen-Orient qui reposait justement sur le dépassement du clivage sunnite-chiite et des rivalités et lignes de fracture traditionnelles dans la région.

Une Turquie polarisée et en perte de repères

Le paysage politique turc semble actuellement sombre. D'une part, le pays souffre d'une grande polarisation : plusieurs lignes de fracture traversent la société turque, notamment entre Kurdes et Turcs, entre laïques et islamistes, entre supporters et opposants de l'AKP, et entre sunnites et alévis. D'autre part, la dérive autoritaire et la volonté acharnée d'Erdoğan de présidentialiser le régime risquent de faire imploser le pays à l'intérieur et

ternissent son image de « modèle » à l'extérieur ; en ce sens, si dans les années 2000 le leader charismatique a représenté un atout pour la Turquie, il est désormais devenu un fardeau.

Aujourd'hui, la marche turque vers la puissance semble plus que jamais compromise. Les coûts de l'enlèvement de la Turquie dans la crise syrienne ont révélé qu'au lieu d'être un tremplin pour Ankara, le Moyen-Orient est un frein, un handicap et une épine dans le dos. Surtout, avec l'éviction d'Ahmet Davutoğlu, qui a été l'architecte de la diplomatie turque pendant plus d'une décennie, la politique étrangère turque risque de devenir un bateau ivre, sans repères.
